

Au cœur du socialisme

Mauris DWAABALA

18 décembre
2014



Susan George, Présidente d'honneur d'ATTAC France et présidente du conseil du Transnational Institute, pose la question de la légitimité des détenteurs du pouvoir dans la mondialisation, en montrant les rouages de l'émergence d'une « autorité illégitime » qui s'ingère dans les affaires internationales grâce à des moyens impressionnants. [dans un entretien](#) avec l'Humanité.

Ce qui est particulièrement intéressant, en dehors de ce dont tout observateur un peu au fait peut se douter, ce sont certains flottements dans l'expression, *mais pas que...* pour utiliser une formule à la mode : d'ailleurs peu important ici les éventuelles accointances politiques de Suzan George puisqu'il s'agit simplement de relever sur quelques points de détail la contiguïté de ses conceptions avec celles du socialisme.

« Pourquoi les gouvernements cèdent-ils aux sirènes et à l'influence des transnationales, sauf s'ils sont complètement prisonniers de leur propre idéologie – le néolibéralisme –, presque pour tous maintenant ? »

Des politiciens *prisonniers* ?... alors qu'ils sont des *serviteurs*, sinon directement appointés, *volontaires* du grand capital.

S'ils sont prisonniers de quelque chose, c'est plutôt de ce qui subsiste de démocratie. Qu'ils soient ou non socialistes ne change rien à cette vérité.

« ce sont les PME-PMI qui fournissent majoritairement l'emploi. »

Passons sur le poncif de *fournir l'emploi* : pourquoi ne pas reconnaître que les entreprises même PME (-PMI ?) produisent (quand elles ne sont pas *en faillite* et alors *elles produisent du chômage*), produisent de la richesse matérielle et marchande par l'exploitation du travail salarié, au lieu d'affirmer banalement qu'elles fournissent de l'emploi ?

Le chômeur qui trouve de l'embauche ne se voit pas offrir un emploi, c'est lui qui offre son travail non payé (le profit) à l'entreprise.

D'ailleurs sur le fond, cette affirmation est contestable.

Hors secteur agricole, *il n'y a pas que* les grandes entreprises et les PME (-PMI ?) :

- en 2011 : 243 grandes entreprises employaient à elles seules 30 % des salariés,
- il existait, toujours en 2011, 5 000 entreprises de taille intermédiaire (ETI), qui emploient 650 salariés en moyenne, -
- quant aux 138 000 petites et moyennes entreprises (PME), d'une trentaine de salariés en moyenne,
- elles sont suivies des 3 millions de microentreprises, moins de 10 salariés. (INSEE)

Contrairement à ce qui court partout, surtout chez les socialistes qui font mine d'y croire, le dynamisme industriel

ne peut pas être celui de la PME, dont le rôle est le plus souvent celui de sous-traitant.

Il est facile de comprendre leur point de vue : leur capacité d'action sur le grand capital étant nulle, hormis les faveurs qu'ils lui accordent, pour se donner l'air de faire quelque chose il ne leur reste qu'à regarder plus bas.

La recherche et l'innovation, sans parler de la grande production, demandent des entreprises d'une certaine importance qui n'est dans la plupart des cas pas celle des PME.

À cela s'ajoute la constatation que l'essentiel des exportations est le fait des grandes entreprises et des ETI ; ce qui conforte l'idée que les PME ne sont pas en relation directe avec le marché international : d'ailleurs comment le pourraient-elles alors qu'elles sont les servantes des premières ?

Et encore n'envisage-t-on sur ce point que l'aspect technologique de la question : parce que sur le plan du capital, capital bancaire et industriel étant depuis plus d'un siècle étroitement imbriqués, elles sont entièrement tenues à la gorge par les consortiums.

Non, décidément ce n'est pas par le bout de l'emploi, ni par celui des PME qu'il faut commencer à dresser le tableau de la production en France : j'ai déjà vu des portraitistes commencer par le dessin de l'œil, jamais par celui de l'orteil.